



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Acquisition d'une source micro-ondes analogique à deux canaux synchronisés en phase

Institut polytechnique de Grenoble
DAFA / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 Grenoble Cedex 1

Pour le laboratoire Institut Néel

Le titulaire du marché est informé qu'il est réputé avoir pleinement accepté les clauses du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

SOMMAIRE

Table des matières

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHE.....	4
1.2 TYPE DE MARCHE.....	4
1.3 MODALITES DE COMMANDE.....	4
2. PIECES CONTRACTUELLES	4
3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
3.1 DUREE DU MARCHE	5
3.2 DELAIS D'EXECUTION.....	5
4. PRIX	6
4.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	6
4.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
4.2.1 <i>Formule de variation des prix</i>	6
4.3 GARANTIE FINANCIERE	7
4.4 AVANCE.....	7
4.5 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE	7
4.6 MODALITES DE REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	8
4.7 ÉCHEANCIER DE PAIEMENT	8
4.8 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
4.9 DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIERE DE FACTURATION ELECTRONIQUE	9
4.10 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU DE SOUS-TRAITANCE ...	10
4.11 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	10
5. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	11
5.1 MODALITES D'EXECUTION	11
5.1.1 <i>Conditions de livraison</i>	11
5.1.2 <i>Stockage, emballage, transport des fournitures et gestion des emballages</i>	11
5.1.3 <i>La gestion des déchets</i>	12
5.1.4 <i>Installation et mise en service</i>	12
5.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE	12
5.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
5.3.1 <i>Obligations du titulaire</i>	12
➤ <i>Obligation d'information relative au titulaire</i>	12
➤ <i>Obligation de conseil</i>	13
➤ <i>Obligation d'information</i>	13
➤ <i>Obligation de confidentialité</i>	13
5.3.2 <i>Ligne téléphonique non surtaxée</i>	14
5.3.3 <i>Protection des données à caractère personnel</i>	14
5.3.4 <i>Destruction des données</i>	14
5.3.5 <i>Audit de sécurité</i>	14
5.3.6 <i>Mesures de confidentialité et de sécurité</i>	14
5.3.7 <i>Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail</i>	15
5.4 RESPONSABILITE ET ASSURANCE	16
5.4.1 <i>Responsabilité</i>	16

5.4.2	Assurance.....	16
5.5	GARANTIE.....	16
5.6	DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES	17
6.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
7.	CONSTATATIONS DE L'EXECUTION	17
7.1	VERIFICATIONS	17
7.2	DECISION APRES VERIFICATIONS.....	17
8.	PENALITES.....	18
8.1	DISPOSITIONS D'APPLICATION	18
8.2	PENALITES DE RETARD	18
8.3	PENALITE RELATIVE A LA GESTION DES DECHETS	19
8.4	PENALITE POUR NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
8.5	PENALITE POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE	19
8.6	PENALITE RELATIVE A LA SOUS-TRAITANCE	19
8.7	PENALITE DE TRAVAIL DISSIMULE	19
9.	MODIFICATION DU MARCHE	20
9.1	DISPOSITIONS GENERALES	20
9.2	CESSION DU MARCHE	20
9.3	ÉVOLUTIONS REGLEMENTAIRES	20
9.4	CLAUDE DE REEXAMEN EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES AFFECTANT SIGNIFICATIVEMENT LES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	20
10.	SUSPENSION DES PRESTATIONS	21
10.1	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES RENDANT TEMPORAIREMENT IMPOSSIBLE LA POURSUITE DE L'EXECUTION DU MARCHE	21
11.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	21
12.	RESILIATION DU MARCHE.....	21
12.1	CONDITIONS DE RESILIATION.....	22
12.2	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	22
13.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	22
14.	DEROGATIONS.....	22
15.	ANNEXE RGPD	24

1. Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché concerne l'achat d'une source micro-onde analogique de deux signaux synchronisés en phase, au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble au sein du laboratoire Institut Néel.

Lieu(x) d'exécution :

Institut Néel, CNRS, UPR 2940
25 avenue des Martyrs
Grenoble, 38042
France (métropolitaine)

1.2 Type de marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.3 Modalités de commande

La notification du marché vaut commande.

2. Pièces contractuelles

Les pièces du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment le cadre de réponse financier ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGPD ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) - Arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- les éventuelles questions réponses intervenues pendant la consultation ;
- le mémoire technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

Consultation n° A25F025

3. Durée et délais d'exécution

3.1 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa notification, soit à la date d'accusé réception des pièces contractuelles par le titulaire, et prend fin à l'issue de la période de garantie.

3.2 Délais d'exécution

Les délais maximums d'exécution sont fixés comme suit :

Prestation	Délai maximum d'exécution	Effectué par :	Pièces justificatives
Livraison	4 mois maximums à compter de la notification (ou délai inférieur si proposé dans l'offre)	Le titulaire du marché	Bon de livraison
Installation et mise en service	En même temps que la livraison	L'acheteur	PV d'installation et mise en service
Vérifications approfondies	Dans les 15 jours calendaires (hors période de fermeture du laboratoire) qui suivent la fin de l'installation et de la mise en service de l'équipement	L'acheteur	PV admission
Garantie	12 mois ou délais supérieur si proposé dans l'offre) dont le point de départ est la date de décision d'admission définitive constatée par procès-verbal	Le titulaire du marché	

Prolongation des délais

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée au titulaire lorsque ce dernier est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Conformément à l'article 21.5 du CCAG-FCS, un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une cause qui n'est pas de son fait est un obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Pour bénéficier de ces prolongations, le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels prévus et indique la durée de la prolongation souhaitée.

Cette demande doit parvenir à l'acheteur à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues et en tout état de cause **avant la date d'exécution initialement prévue**.

4. Prix

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par l'application du prix global forfaitaire tel que fixé dans le cadre de réponse financier et l'acte d'engagement.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, et au transport jusqu'au lieu de livraison et le déchargement, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de dédouanement), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

L'acheteur utilise l'**Incoterm multimodal DDP**.

4.2 Modalités de variation des prix

Les modalités de variation des prix développées ci-après concernent le prix global et forfaitaire proposé par le titulaire comprenant l'acquisition de l'équipement et les prestations associées à cet achat.

4.2.1 Formule de variation des prix

La date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date limite de remise des offres par le titulaire appelé « mois zéro ». Ainsi, le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques de ce « mois zéro ».

Si la procédure de passation donne lieu à une négociation, la date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Le prix est ferme et actualisable. Ainsi, si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la date de fixation du prix, celui-ci est actualisé selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_3 / I_0)$$

Dans cette formule :

P = prix actualisé ;

Consultation n° A25F025

P_0 = prix fixé dans l'offre du titulaire ;

I_0 = valeur de l'indice de prix en vigueur au mois d'établissement des prix ;

I_{-3} = valeur de l'indice de prix trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> est le suivant : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CK, CPF 26 – Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765510 Régime financier applicable

4.3 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

4.4 Avance

Au moment de la notification, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur ou égal à 50 000 € hors taxes (HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

La durée de garantie n'est pas comprise dans le calcul de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'effectuera sur la première demande de paiement.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est celui fixé à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2191-6 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Conformément à l'article R. 2191-5 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement d'une avance.

4.5 Modalités de versement de l'avance

Le versement de l'avance ne nécessite pas l'émission d'une facture par le titulaire.

Consultation n° A25F025

4.6 Modalités de remboursement de l'avance

Conformément à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché.

4.7 Échéancier de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Le règlement est effectué suivant les conditions ci-après :

	Paie ment (%)	Point de déclenchement	Document exigé
Acompte	60%	Livraison du matériel	Bon de livraison (Impérativement daté et signé)
Solde	40 %	Admission du matériel	Procès-verbal d'admission (impérativement daté et signé)

4.8 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1° le numéro du marché et du bon de commande ;
- 2° la date d'exécution des prestations ;
- 3° le montant des prestations admises, révisé selon les cas, hors TVA ;
- 4° le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- 5° les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 6° le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- 7° la date de facturation ;
- 8° en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- 9° en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

4.9 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du Code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités énoncées ci-dessous.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique via **Chorus pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Le numéro de SIRET qui identifie le destinataire de la facture est le :

193 819 125 00017

Le numéro d'engagement est le numéro du bon de commande financier issu du logiciel "SIFAC".

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

4.10 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, le paiement des prestations s'effectue dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-FCS.

4.11 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 30 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'admission des prestations dans le cas où la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date d'admission.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5. Conditions particulières d'exécution

5.1 Modalités d'exécution

5.1.1 Conditions de livraison

Au titre de l'incoterm DDP (Delivered Duty Paid ou rendu droits acquittés), le titulaire prendra en charge la globalité des risques et des frais associés au transport de l'équipement, du départ depuis les locaux de fabrication ou de stockage, jusqu'au lieu de livraison désigné plus bas. Cela comprend également la prise en charge de toutes les formalités, les droits et taxes associés au transport et à l'importation de l'équipement.

Lieu de livraison :

Institut Néel, CNRS, UPR 2940
25 avenue des Martyrs
Grenoble, 38042
France (métropolitaine)

La livraison est impossible sur les périodes de fermeture de l'institut Néel.

Heures de livraison : jours ouvrés, du lundi au vendredi 8h-17h.

Avant toute livraison, le titulaire devra obligatoirement contacter le responsable technique au moins 72 heures à l'avance par courriel.

Le nom et les coordonnées du responsable technique seront communiqués au titulaire lors de la notification du marché.

Le titulaire reste responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements du site de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'exécuter lui-même ou de faire exécuter, au compte du titulaire, la réparation des dommages causés.

5.1.2 Stockage, emballage, transport des fournitures et gestion des emballages

Le stockage, l'emballage, le transport des fournitures ainsi que la gestion des emballages sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les emballages restent la propriété du titulaire et relèvent de sa responsabilité. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

5.1.3 La gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination de tous les déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 8.3 du présent CCAP.

5.1.4 Installation et mise en service

L'installation de l'équipement complet dans son environnement d'exploitation ainsi que sa mise en service opérationnelle seront assurées par le titulaire du marché en même temps que la livraison.

5.2 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

5.3 Obligations du titulaire

5.3.1 Obligations du titulaire

Certaines obligations du titulaire sont précisées ci-après. Elles ne sont pas présentées de manière exhaustive.

➤ Obligation d'information relative au titulaire

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

Consultation n° A25F025

➤ **Obligation de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

➤ **Obligation d'information**

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution du marché afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

➤ **Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Pour l'exécution du contrat, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

➤ **Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance**

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article 6.3. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

5.3.2 Ligne téléphonique non surtaxée

Le titulaire s'engage à délivrer un numéro de téléphone non surtaxé permettant à l'acheteur de le joindre durant toute la durée du marché.

5.3.3 Protection des données à caractère personnel

Cf. article 15 du présent CCAP.

5.3.4 Destruction des données

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

5.3.5 Audit de sécurité

L'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur.

Le titulaire est informé 15 jours à l'avance (date de l'audit, modalités financières pour l'acheteur et le titulaire, etc.).

L'acheteur, ou l'organisme mandaté à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter du terme de l'exécution du marché ou de sa résiliation, exercer un contrôle dans les locaux du titulaire et, le cas échéant, dans ceux de ses sous-traitants afin de vérifier que les dispositions en matière de destruction des données ont été effectivement appliquées.

5.3.6 Mesures de confidentialité et de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

Intervention d'une entreprise extérieure

Suivant la durée et le risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure (titulaire ou sous-traitant) dans les locaux de l'acheteur, un plan de prévention ou un protocole de sécurité, allégé ou complet, est requis.

L'acheteur se met en relation avec le titulaire et ses éventuels sous-traitants, à la notification du marché ou de l'accord-cadre, pour la rédaction du document requis.

Aucune intervention ne peut être réalisée avant la validation du plan de prévention ou du protocole de sécurité par les deux parties.

Durant la durée totale du marché ou de l'accord-cadre, le plan de prévention est mis à jour tous les ans ou dès qu'il y a changement des intervenants (pour le titulaire et ses éventuels sous-traitants) ou changement d'activité (pour l'acheteur).

Travailleur isolé

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants mettent en place une organisation du travail permettant de respecter la réglementation en vigueur concernant la situation de travailleur isolé.

Obligation d'information

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants transmettent aux intervenants dans les locaux de l'acheteur les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par le représentant de Grenoble INP – UGA.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire informe sans délai le représentant de Grenoble INP - UGA de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité de ses agents et de tout autre personne (étudiants, enseignants, chercheurs, personnel administratif, visiteurs etc.).

5.3.7 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

5.4 Responsabilité et assurance

5.4.1 Responsabilité

Conformément à l'article 18 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à sa disposition par l'acheteur.

Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'acheteur ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans le marché.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par l'acheteur est détruit ou endommagé ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

5.4.2 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire fournit l'attestation de responsabilité civile sur demande expresse de l'acheteur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5.5 Garantie

L'ensemble des fournitures et prestations font l'objet d'une garantie d'une durée minimale de **12 mois** dont le point de départ est la date de décision d'admission définitive constatée par procès-verbal.

Le titulaire peut proposer une durée supérieure dans son offre qui s'appliquera en lieu et place de la durée minimale.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le titulaire doit être en capacité d'assurer un support technique téléphonique mais aussi se déplacer sur site en cas de problème spécifique.

La garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue à l'article 1641 du code civil ainsi que la garantie légale de conformité prévue aux articles L.217-4 à L.217-14 du Code de la consommation.

5.6 Dispositions environnementales

Afin de répondre aux préoccupations de Grenoble INP-UGA en matière de développement durable, des spécifications relatives à l'exécution du marché en matière de protection de l'environnement doivent être respectées. Celles-ci portent sur les conditions de livraison et notamment sur le transport des fournitures, la gestion des emballages et la gestion des déchets.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

6. Propriété intellectuelle

Le chapitre 6 du CCAG-FCS s'applique.

7. Constatations de l'exécution

7.1 Vérifications

L'acheteur effectue au moment même de la livraison, les opérations de vérification qualitatives et quantitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire.

Des vérifications approfondies sont ensuite effectuées par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, dans un délai de 15 jour calendaire (hors période de fermeture du laboratoire) à compter de la fin de l'installation et mise en service hors périodes de fermeture des locaux. Les modalités de vérifications sont précisées aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

7.2 Décision après vérifications

À l'issue de chacune des opérations de vérifications (simples puis approfondies), l'acheteur prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Les prestations sont réputées être admises, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, dans un délai de 15 jours à compter de la fin de l'installation et de mise en service

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

8. Pénalités

8.1 Dispositions d'application

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités. Sauf indication contraire dans le présent document, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

La disposition selon laquelle le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT n'est pas applicable au présent marché. Ainsi, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toute pénalité quel que soit le montant peut être exigée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libérés de leurs obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle. Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés. Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire est défalqué directement par l'acheteur du montant des factures présentées par le titulaire.

8.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si du seul fait du titulaire, le délai d'exécution contractuel est dépassé, celui-ci encourt des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, ces pénalités de retard sont calculées selon la formule suivante :

$P = V \times R / 500$ dans laquelle :

P représente le montant de la pénalité ;

V représente la valeur totale du bon de commande ;

R = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total HT du marché ou du montant HT du bon de commande.

8.3 Pénalité relative à la gestion des déchets

En cas d'absence de transmission, suite à la demande de l'acheteur, des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 200 € HT.

8.4 Pénalité pour non-respect de la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation applicable en matière de respect de la protection des données à caractère personnel et/ou des stipulations du marché relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT.

8.5 Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité prévues au présent marché, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

8.6 Pénalité relative à la sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, en cas d'absence de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant HT du marché, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant HT du bon de commande concerné.

Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

8.7 Pénalité de travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique après mise en demeure préalable restée sans effet une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC de la totalité du marché.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9. Modification du marché

9.1 Dispositions générales

L'acheteur se réserve la possibilité de modifier le marché conformément aux articles R.2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

9.2 Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur. La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr . De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr . Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

9.3 Évolutions réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

9.4 Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles affectant significativement les conditions d'exécution du marché

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

10. Suspension des prestations

10.1 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles rendant temporairement impossible la poursuite de l'exécution du marché

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder 15 jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

11. Règlement des différends entre les parties

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché, dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-FCS.

12. Résiliation du marché

12.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements produit à l'appui de sa candidature ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, le marché est résilié aux torts du titulaire.

12.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

14. Dérogations

Des clauses du présent CCAP dérogent au CCAG-FCS. L'élément de la clause qui déroge au CCAG-FCS est souligné dans les articles suivants :

- L'article 8.1 du présent document déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS
- L'article 8.2 du présent document déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS et aux alinéas 2 et 3 de l'article 30.3 du CCAG-FCS.
- L'article 9.1 du présent document déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.
- L'article 9.6 du présent document déroge à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS
- L'article 9.2 du présent document déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.
- L'article 12.1 du présent document déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

15. Annexe RGPD

ANNEXE RELATIVE A L'APPLICATION DU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET A L'OBLIGATION DE SECURISATION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de Grenoble INP

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

Coordonnées de la personne de contact : DPO@grenoble-inp.fr

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture.

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble, pour l'institut NEEL

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées dans les locaux de l'Institut polytechnique de Grenoble, pour l'Institut NEEL

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble ainsi que celles des personnes désignées pour le laboratoire

Durée du contrat

La durée du contrat est indiquée à l'article 3.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;

Consultation n° A25F025

- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.